

25 janvier 2003 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur l'accord conclu entre les partis politiques ivoiriens pour la paix en Côte d'Ivoire, Paris le 25 janvier 2003.

Messieurs les Présidents,  
Monsieur le Secrétaire général de l'ONU,  
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,  
Mesdames et Messieurs

Un mot d'abord et à sa demande, pour excuser le Président Tabo Mbeki, le Président de l'Union africaine, qui est en retard en raison d'un petit incident technique de voyage et qui n'arrivera que vers 14h ou 15h cet après-midi. Il est représenté ici par son Ambassadrice.

Mes chers amis, je me réjouis de vous accueillir, à Paris, pour cette conférence qui engage directement l'avenir du peuple ivoirien, un peuple, dont nous sommes tous ici très proches. Nous sommes venus pour témoigner à la Côte d'Ivoire notre solidarité et pour lui permettre de retrouver les voies de la réconciliation, de la paix civile et du redressement.

La Côte d'Ivoire vient de connaître des convulsions qui ont meurtri tous les Ivoiriens, qui ont menacé l'essence même du pays et qui, au-delà, ont mis en danger tout l'équilibre de la région. Et nous nous sommes tous sentis concernés. C'est pourquoi nous sommes réunis ici, entre amis. Après les premières épreuves de 1999, la légalité constitutionnelle avait été rétablie en Côte d'Ivoire et un forum avait posé les premiers jalons de la réconciliation nationale. Pourtant, la désunion s'est de nouveau répandue insidieusement, jusqu'à ce qu'éclate le conflit qui fait peser depuis septembre dernier les plus graves dangers sur l'avenir du pays et sur chacune et sur chacun des Ivoiriens.

Concernés au premier chef par cette crise, les Etats membres de la CEDEAO se sont attachés à faire taire les armes. Le Mali a organisé une rencontre entre les Présidents de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso, une rencontre qui a amorcé un dialogue. Chargé d'animer le groupe de contact constitué à cet effet, le Président Gnassingbe Eyadema a obtenu un engagement de cessation des hostilités qui a permis d'épargner des vies. A l'instigation du Président Abdoulaye Wade, les chefs d'Etat de la CEDEAO ont décidé du déploiement d'une force régionale chargée d'observer le respect du cessez-le feu.

L'Union africaine a mandaté un envoyé spécial pour suivre ces initiatives et pour les appuyer. Pour sa part, la France n'a ménagé ni ses efforts ni son soutien à la Côte d'Ivoire. Elle l'a fait avec toute la profonde amitié, l'ancienne amitié qu'elle porte, et qu'elle porte fortement, au peuple ivoirien. En déployant un dispositif militaire qui assure le respect du cessez-le feu, dans l'attente de la mise en place de la force de la CEDEAO, elle a contribué à préserver la légalité institutionnelle et la sécurité des citoyens.

La Communauté internationale s'est mobilisée elle aussi. Le Secrétaire général de l'ONU et le Conseil de sécurité se sont utilement saisis du dossier. Le Haut Commissariat aux droits de l'Homme a déjà effectué une première mission sur le terrain, et publiera sous peu un rapport très attendu.

Mais au-delà de cette conjonction d'efforts, c'est à la Côte d'Ivoire elle-même, à celles et à ceux qui la représentent dans toute sa diversité, qu'il appartenait d'exprimer clairement une volonté de réconciliation et de concorde nationale, de sagesse aussi.

Grâce au dialogue constructif qu'ont su nouer les forces politiques ivoiriennes, la Table Ronde qui a été tenue ces jours-ci à côté de Paris, à Marignac, a réussi à trouver le consensus recherché

s est tenue ces jours-ci à côté de Paris, à Marcoussis, a réussi à trouver le consensus recherché. Les représentants des partis politiques ivoiriens ont pu débattre, dans la sérénité, dans la franchise, débattre de toutes les questions qui leur paraissaient essentielles au dénouement de la crise. C'est pleinement conscientes de la très grande gravité des enjeux, comme des attentes des populations inquiètes, que ces délégations se sont accordées sur des dispositions qui ouvrent les voies d'un retour rapide à la sécurité, à une vie normale pour tous les Ivoiriens et à la légalité. Elles doivent permettre à la Côte d'Ivoire de se ressaisir et de retrouver son rang.

Je rends hommage à tous les acteurs de cette négociation, qui ont su faire prévaloir l'esprit de responsabilité sur l'esprit de rivalité. Grâce à eux, un véritable " pacte républicain " a pu être élaboré et établi.

Je remercie le Président Pierre Mazeaud, pour l'ardeur et la rigueur dont il a fait preuve pour obtenir cet accord qui était loin d'être acquis. Et je tiens à associer aussi l'ensemble des facilitateurs à cette réussite.

Il appartient aujourd'hui à notre conférence d'approuver les dispositions de cet accord, de recueillir l'appui de la communauté internationale et de recueillir aussi l'appui que chacun d'entre nous entend apporter pour garantir une mise en oeuvre scrupuleuse de cet accord. Gardons à l'esprit qu'un accord, même sincère, vaut autant par la manière dont il est observé que par sa substance.

J'appelle donc chacune et chacun des responsables de la classe politique ivoirienne à traduire chaque jour dans les faits les promesses de cet accord.

Je vais d'abord passer la parole à M. Mazeaud, qui va présenter à notre conférence les principales conclusions de la Table ronde de Marcoussis. Ensuite, pour permettre à chacun de disposer de quelques instants, nous lèverons la séance pour dix minutes et nous la reprendrons. Alors, je donnerai la parole au Président Laurent Gbagbo qui apportera son point de vue sur cette accord, ensuite au Président Abdoulaye Wade qui parlera au nom de la CEDEAO, nous attendrons le Président Tabo Mbeki pour lui laisser la parole et la conclusion appartiendra dans un premier temps de notre réunion à M. le Secrétaire général des Nations Unies, M. Kofi Annan.